



compte-rendu du CDAS du 11.10. 2018

1 FUSION DES SITES DE L ESI

Présentation par l'Administration de la situation : le regroupement sur le site des Mouettes (Mont Saint Aignan) a engendré la fermeture du restaurant financier. En effet, les locaux et matériels n'étaient plus adaptés du fait de l'augmentation du nombre d'agents.

Le CDAS n'a pas d'avis à émettre sur la fermeture d'un restaurant financier, cette décision relève de l'unique responsabilité de l'Administration.

La solution qui a été retenue est d'aller déjeuner à l'APAVE proche de l'ESI. Les agents itinérants pourront aller déjeuner à l'Agria.

Ces mesures seront effectives au 1^{er} décembre 2018.

Au niveau des tarifs, l'Administration confirme que ces agents déjeunant à l'APAVE, comme tous les autres agents des finances, bénéficient de l'harmonisation tarifaire (5,65€ maxi de reste à charge en moyenne).

Solidaires Finances regrette la fermeture d'un restaurant financier du fait du manque d'implication de l'Administration et de l'absence de prise en compte de la restauration des agents comme une problématique à part entière.

En effet, si le dossier avait été étudié en amont, en même temps que le déménagement des agents, les locaux auraient sûrement pu être aménagés pour recevoir une cuisine.

Solidaires Finances demande à ce que la convention précise que les subventions se déclencheront dès que l'agent prend 1 plat et 1 périphérique.

De plus, **Solidaires Finances** demande à voir la convention qui est établie avec ce restaurant.

2 NOUVEAU BAREME DE QUOTIENT FAMILIAUX

Pour mémoire : $QF = \text{revenu fiscal de référence N-1} / (12 * \text{nombre de parts})$

Le barème suivant, composé de 4 tranches, a été voté à l'unanimité :

<725 : subvention totale

726-1200 : subvention diminuée de 15%

1201-2000 : subvention diminuée de 25 %

>2000 : subvention diminuée de 35%

Solidaires Finances se bat depuis des années, parfois même contre d'autres OS, pour la prise en compte du quotient familial dans les tarifs des actions proposées en CDAS.

Solidaires Finances se félicite du maintien de l'application des QF en 2018 et restera vigilant pour que ce système perdure, pour une plus grande équité de l'action sociale.

3 ARBRE DE NOEL 2018

Un marché national a attribué la prestation « chèque cadeau » à la société EDENRED. Cette société propose soit des cartes cadeaux classiques, soit des e-billets.

À l'unanimité, le CDAS a privilégié la carte cadeau au e-billet dont l'utilisation était restreinte aux achats sur Internet.

La carte cadeau permet d'acheter soit en boutique classique, soit sur internet, selon le choix de l'agent.

Solidaires Finances s'oppose au e-billet pour plusieurs raisons :

- limitation des choix en matière d'achat (pas de possibilité d'acheter en local, auprès de petits commerçants)
- risque de frais de port au détriment de l'agent
- renforcement d'un modèle de société qui va à l'encontre des valeurs de Solidaires

4 MINIS COLOS 2018

La modification des prises en charge par le CDAS a permis le maintien des minis-colos en 2018.

Solidaires Finances souligne que le reste à charge est beaucoup trop élevé pour les familles (145€ pour une des 2 colos, 189€ pour l'autre, pour les familles qui bénéficient de l'aide maximale).

Solidaires Finances demande s'il sera possible d'augmenter la subvention pour diminuer le reste à charge pour l'année 2019.

5 CONSULTATION DES PSYCHOLOGUES

Le nombre d'agents ayant recours aux consultations de psychologue est en augmentation très significative.

Le CDAS a dû prendre en compte cet état de fait et financer plus de consultations que prévu.

Solidaires Finances demande comment remonter cette information au CHSCT, afin d'agir sur les causes qui amènent les agents à consulter. Le mal-être au travail n'est certainement pas l'unique facteur entraînant une augmentation de ces consultations, toutefois, il est souvent présent. Les risques psycho-sociaux sont inscrits dans les documents uniques et doivent être pris en compte dans les programmes d'action. C'est le rôle des CHSCT de veiller à la bonne santé des agents.

L'augmentation des consultations des psychologues est un signal fort et alarmant qui inquiète **Solidaires Finances**.

Mr LAVOUE propose un groupe de travail sur ce sujet et indique qu'à son sens, les CHSCT devraient prendre en compte une partie du coût de ces consultations.

Solidaires Finances souligne que si les consultations sont prises en charge par le CHSCT, les agents des Direcctes et des DDPP seraient exclus, car ils ne font plus partie du CHSCT Finances depuis la RGPP.

6 ARBRE DE NOEL 2019

Pour l'arbre de Noël 2019, le CDAS a voté l'unanimité :

- le maintien des spectacles de Noël au Havre et à Rouen,
- le passage du montant du chèque cadeau à 20€
- l'octroi d'un chèque cadeau à l'ensemble des enfants (en remplacement du jouet).

7 PROPOSITION DE SORTIES EN 2019

Les idées de sorties retenues sont les suivantes (les trois premières ont été proposées par **Solidaires Finances**) :

- salon du chocolat (Paris – octobre 2019)
- japan expo (Paris- 1er week-end de juillet 2019)
- ateliers Ressourcerie et Zéro-déchet
- cité des sciences (Paris – au printemps)
- visite d'une chèvrerie (pays de Bray, fabrication de pain et de fromage)
- traversée en bateau le Havre- Deauville durant l'été 2019

Solidaires Finances propose que la déléguée interroge les agents sur leurs préférences afin d'éviter de mettre en place des sorties qui auraient peu de succès et devraient être annulées.

Le président retient cette idée, aussi les gents seront consultés en début d'année 2019.

8 QUESTIONS DIVERSES

Solidaires Finances demande que le CDAS aide les familles qui ont leurs enfants dans la crèche du conseil général. En effet, cette crèche va fermer et les enfants seront sans mode de garde en septembre 2019.

L'Administration répond qu'il n'y a plus de conventionnement avec cette crèche depuis

plusieurs années, car le coût de berceaux était beaucoup trop élevé.

Pour les enfants concernés par cette fermeture, les agents peuvent faire une demande de place en crèche auprès de la délégation pour voir les disponibilités auprès des crèches conventionnées (« Jardin des bisous » rive gauche et « ma petite récré » rive droite)

La déléguée précise qu'elle va se renseigner pour savoir combien d'enfants sont concernés pour demander à Paris un budget supplémentaire pour financer de nouveaux berceaux.

Concernant les agents DGFIP d'Elbeuf qui, à la suite d'un changement d'étage, ont vu leur coin repas transformé, **Solidaires Finances** demande pourquoi la cuisinière n'est pas réinstallée.

Le Président répond qu'il s'agit d'un problème de sécurité. L'immeuble n'ayant pas le réseau électrique adapté. Les cuisinières existantes n'auraient même jamais dû être installées et représentaient un danger pour les agents.

Le Président informe le CDAS que le 2e poste d'assistant de délégation est vacant et qu'il va essayer de le pérenniser en procédant à un recrutement.

Vos représentants Solidaires Finances au CDAS :

Gaëlle CIBOT (DGCCRF), Delphine DEVOS (DGDDI), Valérie DROUET (DGFIP)

Élisabeth GARCIA (DGDDI)

Caroline PAWELSKI (DGFIP)

N'hésitez pas à nous joindre pour plus d'informations